



vendredi 12 mai 2017

Les grands titres:

- Centrafrique : le chef du maintien de la paix de l'ONU à Bangui pour honorer la mémoire des Casques bleus tués dans une attaque
- RDC : plus de 20.000 Congolais se sont réfugiés en Angola suite aux violences au Kasai
- Somalie : le HCR révisé à la hausse ses besoins de financement pour l'aide humanitaire
- Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité préoccupé par l'impasse politique
- Climat : la FAO formule de nouvelles recommandations pour aider les Etats à réaliser leurs engagements
- Salvador : l'ONU préoccupée par le sort des LGBTI
- Après la réussite de son processus électoral, Haïti se trouve à un moment important pour son développement (ECOSOC)

Centrafrique : le chef du maintien de la paix de l'ONU à Bangui pour honorer la mémoire des Casques bleus tués dans une attaque



Des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Photo MINUSCA

12 mai - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, est arrivé vendredi à Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA), quelques jours après une attaque meurtrière perpétrée par des éléments présumés anti-Balaka ayant visé un convoi de Casques bleus.

Quatre soldats de la paix cambodgiens sont décédés suite à cette attaque survenue lundi sur l'axe Rafai-Bangassou, dans le sud-est de la RCA. La Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA) a confirmé vendredi dans un communiqué la mort d'un cinquième Casque bleu, originaire du Maroc, précédemment porté disparu après l'attaque du convoi. La mission de maintien de la paix a récupéré vendredi après-midi le corps du soldat marocain tombé et a entrepris des préparatifs pour le

transférer à Bangui.

Dix autres Casques bleus (neuf Marocains et un Cambodgien) blessés dans l'attaque de lundi sont actuellement soignés. M. Lacroix s'est rendu vendredi à leur chevet pour saluer leur courage et leur souhaiter un prompt rétablissement.

« Je viens au nom du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, rendre hommage au sacrifice des cinq



Casques bleus tués lundi et à leurs collègues blessés », a déclaré M. Lacroix au micro de Guira FM – la radio de la MINUSCA. « Au-delà de l'hommage, nous venons rassurer que les personnels civils et en uniforme continueront malgré tout leur mission en RCA », a-t-il ajouté.

En présence des autorités centrafricaines, le Secrétaire général adjoint a présidé vendredi au siège de la MINUSCA une cérémonie commémorative en l'honneur des cinq Casques bleus morts suite à l'attaque. Au cours de la cérémonie, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU a souligné que le sacrifice des soldats tombés ne doit pas être oublié et ne sera pas en vain.

« Cette attaque est une attaque contre les idéaux de paix et de sécurité des Nations Unies que nous sommes venus défendre ici en Centrafrique », a déclaré M. Lacroix. « Cette attaque ne doit pas restée impunie et les auteurs de cet acte, d'une extrême cruauté, devront être poursuivis en justice ».

Suite à une minute de silence observée en la mémoire des morts, le Secrétaire général adjoint a lu les noms des soldats de paix tombés : le second lieutenant Mao Eng, personnel médical; le second lieutenant Seang Norin, agent de contrôle de la qualité; le sergent Maman Tola, chauffeur adjoint; le sergent Som Im, conducteur, tous les quatre issus du contingent cambodgien, ainsi que l'adjudant-chef, M'Bark Azyz, chef de troupe du contingent marocain. M. Lacroix a exprimé ses plus sincères condoléances aux proches des défunts et à leurs pays.

« Ceux qui acceptent de travailler dans des conditions difficiles font preuve d'un courage remarquable et je voudrais m'incliner devant tout le personnel de la Mission pour ce courage, » a déclaré M. Lacroix.

Les corps des cinq soldats de paix tombés seront transférés à la base de soutien régionale de l'ONU à Entebbe, en Ouganda, d'où ils seront transportés au Cambodge et au Maroc.

RDC : plus de 20.000 Congolais se sont réfugiés en Angola suite aux violences au Kasai



Des employés du HCR au centre d'accueil de Mussungue, dans le nord-ouest de l'Angola, distribuent des denrées alimentaires à des réfugiés congolais qui ont fui une éruption de la violence dans la région du Kasai. Photo HCR/Adronico Marcos Lucamba

12 mai - Des milliers de personnes continuent de fuir les violences dans les provinces du Kasai, en République démocratique du Congo (RDC), et nombre d'entre elles choisissent la destination de l'Angola voisin pour fuir l'insécurité dans leur pays, a indiqué vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Selon l'agence onusienne, les Congolais seraient plus de 20.500 à avoir franchi la frontière depuis le début du mois d'avril dernier. Cet afflux important dans la province de Lunda Norte, frontalière de la RDC s'est traduit ces derniers jours par plus de 3.000 arrivées en territoire angolais.

Face à cet important afflux, « l'armée angolaise a transporté les nouveaux arrivants depuis les points frontaliers vers les deux centres de réception de Cacanda et Moussunge », a déclaré un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'un point de presse à Genève. Et selon le HCR, chaque jour, des femmes, des enfants et des personnes âgées, pour la plupart, arrivent dans un état de santé très précaire après avoir marché deux à trois jours jusqu'à la frontière.

« Parmi les récentes arrivées, il y avait des réfugiés victimes de blessures graves et de brûlures qui ont été transférés dans un hôpital pour recevoir des soins médicaux urgents », a souligné le porte-parole. Un dispensaire local aide déjà quelque 70 personnes grièvement blessées ou brûlées.

Par ailleurs, le HCR et ses partenaires, et avec l'appui des autorités angolaises, ont déjà réussi à enregistrer jusqu'à présent près de 11.000 personnes dont plus de 70% sont des femmes et des enfants. Le HCR, en coordination avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), répond d'ailleurs à un nombre croissant d'enfants non accompagnés et séparés qui ont besoin d'une attention immédiate.

En outre, cet afflux massif de Congolais pose pour les organismes humanitaires des problèmes d'accueil et de prise en charge de réfugiés. Selon le HCR, les centres d'accueil en Angola sont déjà surpeuplés et il faut se battre pour faire de la place aux nouveaux exilés qui franchissent quotidiennement les frontières angolaises.

L'agence onusienne aide actuellement les autorités de Luanda à identifier un site approprié pour la réinstallation des réfugiés qui sont présentement dans les centres d'accueil temporaires. L'objectif est d'identifier un site d'hébergement adéquat situé au moins à 50 kilomètres de la frontière angolo-congolaise.

En attendant, HCR continue de fournir aux nouveaux arrivants des vivres et d'autres articles de première nécessité. Un deuxième avion est arrivé le 8 mai dernier à Dundo avec à son bord des tentes familiales, des batteries d'ustensiles de cuisine, des couvertures, des moustiquaires, des nattes de couchage et d'autres articles de secours. Et pour mieux venir en aide à ces populations vulnérables qui ont fui les violences dans les provinces du Kasai, le HCR lance un appel de fonds de 6,5 millions de dollars pour fournir une aide immédiate, y compris des aliments, des produits nutritionnels, des équipements sanitaires et des articles de secours pour les réfugiés.

Somalie : le HCR révisé à la hausse ses besoins de financement pour l'aide humanitaire



Des enfants malnutris, dont beaucoup souffrent de diarrhée, dans un hôpital à Mogadiscio, en Somalie. Photo ONU/Tobin Jones

12 mai - Au lendemain de la Conférence internationale sur la Somalie qui s'est tenue jeudi à Londres, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé vendredi avoir révisé à la hausse ses besoins de financement pour l'aide humanitaire destinée aux déplacés internes et réfugiés somaliens.

488 millions de dollars sont désormais nécessaires pour poursuivre en 2017 l'acheminement d'une aide durable aux Somaliens fuyant les violences et la sécheresse, a précisé un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'un point de presse à Genève. Ce montant mis à jour tient compte d'une demande supplémentaire de 91 millions de dollars pour les personnes déplacées internes mais aussi pour les Somaliens qui sont réfugiés en Éthiopie, au Kenya et au Yémen.

La crise prolongée en Somalie - l'une des plus anciennes – a déraciné plus de deux millions de Somaliens. Le nombre de déplacés internes en Somalie est estimé par le HCR à 1,5 million de personnes auxquels s'ajoutent près de 900.000 personnes réfugiées en dehors du pays. Les réfugiés somaliens se trouvent principalement au Kenya (308.700), en Éthiopie (247.000), au Yémen (255.000) et à Djibouti (13.000). Nombre d'entre eux sont des réfugiés de troisième génération.

L'appel de fonds du HCR vise également à couvrir les besoins de quelque 250.000 personnes les plus vulnérables parmi les nouveaux déplacés, y compris ceux qui sont obligés de quitter la Somalie en raison de la sécheresse et de l'insécurité persistante. Les ressources demandées doivent également permettre à l'agence des Nations Unies pour les réfugiés de financer le retour et la réintégration de 50.000 rapatriés somaliens du Kenya et 10.000 du Yémen.

La Somalie est confrontée à un nouvel épisode de sécheresse et risque toujours de se retrouver au bord de la famine. Selon le HCR, ces contraintes climatologique et humanitaire sont la cause d'importants mouvements de populations.

En plus des déplacements internes liés aux conflits et à la famine, certains Somaliens prennent le chemin inverse. Depuis décembre 2013, plus de 60.800 Somaliens qui s'étaient réfugiés au Kenya sont rentrés dans leur pays. 30.600 Somaliens sont revenus du Yémen depuis mars 2015. Parallèlement, un grand nombre de Somaliens continuent de s'exiler vers les pays voisins. Depuis le début de l'année, plus de 4.500 Somaliens fuyant la sécheresse ou l'insécurité ont été enregistrés à Melkadida, en Éthiopie. Environ 75 % des enfants nouvellement arrivés souffrent de malnutrition aiguë.

En Somalie, les organismes humanitaires sont confrontés à d'importants défis dans l'acheminement de l'aide, en raison notamment de l'insécurité, des restrictions à l'accès humanitaire, de moyens de subsistance limités, d'un manque de services de base et du mauvais état des infrastructures.

Or le risque actuel de famine, avec des informations faisant état de décès et de maladies causés par des facteurs liés à la sécheresse, complique encore davantage la vie quotidienne des Somaliens. Plus de 6,2 millions de personnes - la moitié de la population de la Somalie - ont aujourd'hui besoin d'aide humanitaire.

Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité préoccupé par l'impasse politique



Le Conseil de sécurité discutant de la situation en Guinée-Bissau en août 2016 (archives). Photo ONU/Rick Bajornas

12 mai - Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont dits profondément préoccupés par la poursuite de la crise politique et institutionnelle en Guinée-Bissau en raison de l'incapacité des acteurs politiques à parvenir à une solution durable et consensuelle.

Dans une déclaration à la presse publiée jeudi soir, le Conseil de sécurité a salué les efforts et le leadership de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et s'est félicité de la visite de sa mission ministérielle de haut niveau à Bissau les 23 et 24 avril 2017 dans le but d'évaluer l'état de la mise en œuvre de l'Accord de Conakry, signé en octobre 2016, pour sortir la Guinée Bissau de la crise.

A cet égard, les membres du Conseil ont souligné « la nécessité d'un soutien et d'un engagement continus de la communauté internationale pour soutenir les efforts régionaux en vue de résoudre l'impasse politique ».

Les membres du Conseil de sécurité ont demandé aux parties prenantes bissau-guinéennes de s'abstenir de mesures susceptibles d'accroître les tensions et d'inciter à la violence et de respecter strictement l'Accord de Conakry et la feuille de route de la CEDEAO.

Ils ont invité le Président José Mário Vaz à nommer un Premier ministre dont la sélection respecte les dispositions de l'Accord de Conakry.

En outre, les membres du Conseil se sont dits préoccupés par le sort de la population civile en Guinée Bissau, qui souffre des effets négatifs de la crise politique.

Ils ont appelé les dirigeants bissau-guinéens, y compris le Président, le président du Parlement et les chefs de partis politiques, à respecter leur engagement à ramener la stabilité en engageant un véritable dialogue, notamment sur la révision constitutionnelle, et en trouvant un terrain d'entente pour une résolution rapide de la crise politique.

Le Conseil de sécurité s'est félicité de la non-ingérence des forces de défense et de sécurité dans la situation politique et les a encouragées à continuer de la sorte.

Les membres du Conseil de sécurité se sont enfin déclarés prêts à prendre les mesures nécessaires pour répondre à une aggravation de la situation en Guinée-Bissau.

Climat : la FAO formule de nouvelles recommandations pour aider les Etats à réaliser leurs engagements



Des rizières au Laos. Photo FAO

12 mai - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé vendredi de nouvelles directives à suivre pour que le secteur agricole contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et aux efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

Maintenant que l'[Accord de Paris](#) sur le climat a été adopté, les stratégies nationales destinées à faciliter la mise en œuvre des plans visant à s'adapter au changement climatique

et à réduire les émissions de carbone jouent un rôle de premier plan.

La FAO a développé des directives supplémentaires pour aider les pays en développement à s'assurer que l'agriculture fasse partie des plans nationaux d'adaptation (PNAs) et de renforcer sa résilience et son adaptabilité aux différentes situations.

Ces directives aideront notamment les pays vulnérables à accéder au financement (en particulier celui du [Programme de préparation du Fonds vert pour le climat](#)) tout en encourageant leur participation au processus de prise de décisions et en renforçant leurs capacités techniques. Des choix seront effectués en fonction du contexte, des points de vue et des besoins des intervenants.

Il ne s'agit pas d'une mince affaire. Le Lac Faguibine dans le Nord du Mali, par exemple, est sec depuis la moitié des années 1970, offrant un cas d'école sur les changements écologiques, politiques et sociaux provoqués par le changement climatique. Alors que plusieurs acteurs majeurs militent pour remplir le lac, les membres de la communauté locale tendent à privilégier des approches écosystémiques telles que la gestion durable des forêts, qui a pris de l'importance au fur et à mesure que le lac tarissait.

De telles situations sont fréquentes et soulignent l'importance de prendre en considération plusieurs facteurs lorsqu'il s'agit de préparer les PNAs, qui visent à stimuler le développement et à renforcer la résilience et la sécurité alimentaire.

« Des plans d'adaptation à moyen et long terme sont cruciaux pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face aux chocs climatiques pour les générations à venir », a indiqué la responsable de la FAO chargée des ressources naturelles et co-auteure des directives, Julia Wolf. « Les secteurs agricoles, qui font souvent office de pilier économique dans les pays en développement, doivent être placés en priorité et jouer un rôle prépondérant. Les directives sont élaborées pour résoudre des questions clés, poser des bases et conseiller sur la marche à suivre ».

Le rôle spécial joué par l'agriculture

L'agriculture, y compris les cultures, l'élevage, la foresterie et la pêche, joue un rôle spécial dans les efforts visant à maintenir les températures mondiales sous la barre des deux degrés Celsius au-dessus de la température de l'époque préindustrielle.

Le secteur est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre (GES), faisant de lui une cible de premier plan pour les efforts d'atténuation mais aussi pour ceux consistant à créer des solutions innovantes.

En même temps, la production alimentaire devra augmenter de 60% d'ici à 2050 (par rapport à 2006) pour répondre à la demande d'une population grandissante. En effet, quatre des huit risques les plus importants liés au changement climatique et identifiés par le Cinquième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sont associés à la sécurité alimentaire.

Près de 90% des pays en développement ont fait de leur secteur agricole un élément clé de leurs efforts visant à lutter contre le changement climatique. Les PNAs sont considérés comme indispensables en vue de mettre en œuvre les priorités nationales d'adaptation, de concrétiser les actions de chaque pays visant à s'adapter au changement climatique et de réaliser les ODD.

Les nouvelles directives de la FAO - à destination des planificateurs nationaux, des responsables agricoles, forestiers et chargés de la pêche, des experts, des Nations Unies et des donateurs bilatéraux - sont conçues pour lutter contre les défis spécifiques posés par les actions visant à s'adapter au changement climatique et à en atténuer les effets dans la sphère agricole. Une démarche qui devrait par ailleurs conduire à quelques changements pour ceux qui dépendent des activités liées au secteur agricole pour leurs revenus, leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire.

Salvador : l'ONU préoccupée par le sort des LGBTI



Photo: OIT

12 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est déclaré profondément préoccupé vendredi par la vulnérabilité des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) au Salvador.

« Depuis le début de l'année 2017, au moins sept personnes transgenres ont été assassinées au Salvador. Plus récemment, à la fin du mois d'avril, une défenseure des droits de l'homme qui travaille sur les droits des personnes LGBTI, Karla Avelar, aurait reçu la visite, à son domicile à San Salvador, de trois hommes, qui l'ont menacée et lui ont demandé de l'argent dans les trois jours », a dit une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point

de presse à Genève.

Après cette visite, Mme Avelar a dû fuir son domicile, une nouvelle fois. Au cours des deux dernières années, elle a été obligée de déménager six fois pour des raisons de sécurité. Mme Avelar, elle-même transgenre, a fait face à la violence et à l'intimidation à de nombreuses reprises depuis plusieurs décennies. Elle a survécu à deux tentatives de meurtre, en 1992 et 1997, a précisé la porte-parole.

« Nous exhortons le gouvernement salvadorien à prendre des mesures urgentes pour assurer la protection de Mme Avelar et d'autres militants et individus LGBTI qui sont menacés, notamment en créant un mécanisme de protection efficace pour les défenseurs des droits humains travaillant sur les droits sexuels et reproductifs et pour les militants LGBTI », a dit Mme Shamdasani.

Selon un récent rapport du gouvernement du Salvador, 52% des femmes transgenres interrogées ont déclaré qu'elles avaient été menacées de mort. Le taux élevé d'impunité et l'absence d'enquêtes rapides et efficaces sont endémiques dans le pays et affectent également les crimes commis contre la communauté LGBTI.

« Nous demandons au gouvernement de mener des enquêtes rapides, approfondies et efficaces sur les crimes contre la communauté LGBTI », a ajouté la porte-parole, précisant que le bureau régional du HCDH pour l'Amérique centrale suivait de près la situation et restait prêt à aider et à conseiller le gouvernement.

Après la réussite de son processus électoral, Haïti se trouve à un moment important pour son développement (ECOSOC)



La chef de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) Sandra Honoré (à droite) visite un bureau de vote à Port-au-Prince lors du scrutin du 29 janvier 2017.
Photo ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

12 mai - De retour d'une mission d'évaluation de trois jours (8-10 mai) en Haïti, le Groupe consultatif du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) sur Haïti a indiqué vendredi que le moment est opportun pour la communauté internationale de s'intéresser et de soutenir le développement du pays.

« Haïti dispose maintenant d'un gouvernement, d'un président qui a été élu, d'un gouvernement qui a été mis en place, et cela semble fonctionner », s'est félicité vendredi le Représentant permanent du Canada et Président du Groupe consultatif, Marc-André Blanchard, lors d'une conférence de presse à New York.

« (Les Haïtiens) ont des priorités qui sont très intéressantes en phase avec les objectifs du Programme (de développement durable) à l'horizon 2030 », a salué M. Blanchard. « Il y a donc une occasion pour agir en Haïti maintenant ».

Le Président du Groupe consultatif a toutefois rappelé que la situation en Haïti demeure précaire et urgente. « Il y a une urgence d'agir », a-t-il dit, soulignant que le tournant sera le passage d'un accent mis sur les efforts humanitaires à un des efforts sur le développement.

« La direction de la coordination de cet accent sur le développement appartient au gouvernement et nous devons faire en

sorte que la communauté internationale et les Nations Unies viennent en appui à ce gouvernement et que nous collaborons étroitement avec lui pour qu'il réussisse dans ses priorités », a déclaré M. Blanchard, citant notamment l'Etat de droit, la sécurité publique, les droits démocratiques et la modernisation de l'Etat.

Le Président du Groupe consultatif a également salué les objectifs économiques du nouveau gouvernement haïtien en matière d'agriculture, de tourisme, d'infrastructures et de services, qui selon lui doivent être appuyés par la communauté internationale.

« Ce n'est pas le moment de partir d'Haïti mais celui de faire une différence pour le peuple d'Haïti et son gouvernement », a conclu M. Blanchard.